



DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service des Procédures Environnementales

GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
SERVICE COURRIER
Le 23 SEP 2015
N° 1500755

**RECEPISSE N° 201500596
DE DECLARATION D'INSTALLATIONS CLASSEES**

**LE PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE,**

- VU le Code de l'Environnement, son titre 1^{er} du livre V et notamment son article R512-49 ;
- VU l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration, pour les rubriques concernées ;

DONNE RECEPISSE A

**Monsieur le Directeur Général du GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
Bordeaux Port Atlantique
152, Quai de Bacalan - CS 41320 -
33082 BORDEAUX CEDEX**

de sa déclaration en date du 9 septembre 2015 concernant l'exploitation d'un pôle de réparation navale et de refit de yachts sur la forme 1 du site des bassins à flot.,

**152, Quai de Bacalan
33000 BORDEAUX**

relevant de la nomenclature des installations classées, au titre des rubriques 2930-1-b, 2940-2-b, dont les arrêtés-types correspondants sont joints au présent récépissé.

NOTA : Ces rubriques sont soumises au contrôle périodique prévu par le code de l'environnement, et notamment ses articles R512-55 à R512-60.

**Vous trouverez la liste des organismes agréés pour ces contrôles sur le site
<http://installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/Contrôle-periodique-de-certaines.html>**

AVIS IMPORTANT

Le présent récépissé de déclaration est délivré sans préjudice des autres législations et réglementations, notamment celles du Code de l'Urbanisme (permis de construire). En cas d'installation dans des locaux existants, l'exploitant devra vérifier si l'exercice de son activité est compatible avec les documents opposables.

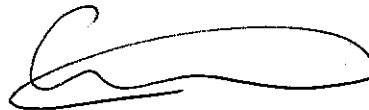
Dans le cadre de la protection aquatique, en cas de prélèvement d'eau, le déclarant est informé qu'il devra se conformer aux dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) « Nappes Profondes » en vigueur.

Toute modification notable apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Le délai de recours contre cette décision est de 2 mois pour l'exploitant, à compter de sa notification et d'1 an pour les tiers à compter de son affichage en mairie. Si la mise en service n'est pas intervenue 6 mois après l'affichage, ce délai continue à courir jusqu'à 6 mois après celle-ci.

Bordeaux, le 18 septembre 2015

**Pour le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer et par délégation,
La chef du Service des Procédures
Environnementales/Pi**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal line and a small loop at the end.

Armelle RESSOUCHES